

Pouvoir d'emprunt—Loi

C'est ce dont je parle. Il est injuste de comparer la situation au moment de la récession avec la situation actuelle. Ce n'est pas une réponse décente à donner à la Chambre des communes quand on demande au gouvernement quelle politique il va adopter, afin de résoudre le problème actuel de chômage chez les jeunes, qui est tout à fait inacceptable. Des mesures doivent être prises, ou nous perdrons toute une génération de jeunes.

M. le vice-président: Reprenons le débat.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, lorsque j'ai décidé d'intervenir à l'étape du rapport du projet de loi, je me suis dit que je ne devais pas me mêler de la dispute des compères de Bay Street. C'est comme si les deux côtés d'une même pièce décidaient de se chicaner. Il n'est point nécessaire de remonter à Mackenzie King. Le très honorable Pierre Elliott Trudeau apportait avec lui en 1968 beaucoup de bonne volonté, de charisme et d'intelligence. Il avait écrit des ouvrages, enseigné à l'université et avait défendu vigoureusement la cause des travailleurs au Québec. Mais peu de temps après, nous, de la région de Sudbury, de même que mes collègues de la Colombie-Britannique, avons vu le premier ministre faire des pieds de nez aux travailleurs de Salmon Arm et de Sudbury, en fait à tous les travailleurs. Cet homme avait tellement de respect pour ses collègues de la Chambre qu'il a dit que les députés n'étaient plus personne une fois franchie l'enceinte de la colline du Parlement. Dans son livre intitulé *Up the Hill*, un ancien ministre du gouvernement libéral défait affirme que l'ancien chef du parti libéral prenait ses décisions sans consulter personne.

M. Heap: C'est lui aussi qui a dit «fuddle-duddle?»

M. Rodriguez: C'est encore lui qui avait dit: «Si vous croyez que 6 p. 100 de chômage est élevé, regardez-moi bien». Et l'ancien premier ministre a combattu l'inflation au détriment des chômeurs. C'est encore lui qui a déclaré à Banff qu'il était encore possible de faire une peur bleue aux Canadiens en parlant de chômage. Tout cela, c'était hier. Inutile de remonter à Mackenzie King. Il suffit de s'arrêter à l'ancien chef des libéraux.

Du côté des conservateurs, nous voyons un homme qui a fait campagne en 1984 en promettant de ne pas réduire le déficit aux dépens des pauvres. Il avait promis de ne pas toucher à certaines choses qui, disait-il, étaient sacrées. Tout était sacré. Aujourd'hui il est premier ministre. Je me souviens de ce qu'on nous a dit quand les taux d'intérêt se sont mis à monter, peu après l'arrivée au pouvoir des conservateurs: «Nous ne pouvons faire grand-chose au Canada parce que notre économie dépend si étroitement de l'économie américaine. Évidemment, si les taux d'intérêt américains montent, les nôtres ne peuvent que monter.» Comment se fait-il que les ministériels se vantent quand les taux d'intérêt baissent? Car ce n'est leur fait. Nos taux d'intérêt reculent parce que ceux des États-Unis ont fléchi. Si les taux des États-Unis se mettent à remonter, les nôtres vont suivre. C'est une autre preuve qu'il n'existe pas de différence entre la politique économique des libéraux et celle des conservateurs. C'est du pareil au même. Nous n'avons pas encore de taux d'intérêt proprement canadiens. Nous ne prenons pas encore nos décisions économiques en fonction des besoins, des espoirs et des aspirations des Canadiens.

Qu'importe si le très honorable Pierre Trudeau et son clone, l'actuel premier ministre, partagent la même mentalité en ce

qui concerne la direction de notre pays. J'ai entendu le député de Dollard (M. Weiner) affirmer: «Nous avons créé 500.000 emplois.» Je lisais l'autre jour dans un journal que la grande majorité des nouveaux emplois dont se vante le gouvernement sont en fait des emplois à temps partiel. J'entends des murmures. Je voudrais vous citer un exemple pris dans ma circonscription. La compagnie Sears y a un établissement. Sears emploie des travailleurs à plein temps. La société a tout simplement réduit à 15 heures par semaine le nombre d'heures de travail de cinq employés à plein temps. Elle a engagé cinq autres employés à temps partiel. Sur papier, on a créé par conséquent dix emplois, ce qui n'est pas vrai en réalité. J'ai entendu parler de miracles, et je sais que l'on est parvenu à nourrir une foule de 5.000 personnes avec deux pains et cinq poissons, mais j'ai peine à croire que le gouvernement crée «beaucoup d'emplois» quand il remplace cinq emplois à plein temps par dix emplois à temps partiel. Ce ne sont pas des emplois analogues à ceux qui existaient avant, parce qu'il s'agit d'emplois à temps partiel. Certes, si l'on a procédé ainsi, c'est parce que lorsque ces personnes travaillent pendant ce minimum d'heures par semaine, la société n'a pas de primes d'assurance-chômage ni bien d'autres avantages sociaux à payer. Statistique Canada parle d'une augmentation du nombre d'emplois mais la plupart de ces nouveaux emplois sont à temps partiel.

M. Weiner: La proportion d'emplois à plein temps est de 83 p. 100.

M. Rodriguez: Ce sont des emplois à temps partiel mal rémunérés.

Nous avons trois problèmes sérieux. Le chômage en est un. Nous avons toujours plus de un million de chômeurs. Nous devons essayer de résoudre le problème qui atteint la base économique d'une des provinces de l'Ouest, l'Alberta; je parle du secteur énergétique. Le gouvernement a signé l'Accord de l'Ouest en disant que le secteur privé est le moteur de la croissance et qu'il faut faire confiance aux forces du marché. Nous avons déjà entendu tout cela. Lorsqu'on appelle Bell Canada et que la ligne est occupée, on entend un enregistrement dire: «Ceci est un enregistrement». C'est comme une ritournelle et nous l'avons déjà entendue.

Songez un peu à ce qui s'est passé en Alberta, monsieur le Président. L'économie de cette province risque d'être anéantie. Qu'est-ce que le gouvernement annonce? Il dit qu'il va étudier à nouveau la question de l'usine de valorisation d'huile lourde. Quelle initiative le gouvernement compte-t-il prendre directement? Nous avons déjà perdu 6.000 emplois en Alberta, dans le secteur pétrolier. Les habitants de ma circonscription veulent savoir ce que le gouvernement compte faire pour résoudre ce problème très aigu. Les citoyens de cette région-ci du pays ne sont certainement pas égoïstes au point d'accepter que l'économie de l'Alberta soit détruite tout simplement parce que l'est du Canada peut obtenir le pétrole à bon compte. Je ne crois pas qu'il y ait dans le centre du Canada un seul citoyen qui accepte cette idée. Il incombe au gouvernement fédéral de donner l'exemple. Le gouvernement de l'Alberta a un problème très grave car le fondement de son économie est en voie de